

ALEXANDER NEVZOROV

J'étais privé du droit

BANDITISME D'ÉTAT



Александр Невзоров

**J'étais privé du droit.
Banditisme d'État**

«Издательские решения»

Невзоров А.

J'étais privé du droit. Banditisme d'État / А. Невзоров —
«Издательские решения»,

ISBN 978-5-44-901401-6

Y a-t-il une limite de temps dans la loi donnée par la Constitution? Si cette période est de 37 ans, est-ce le droit ou son blasphème? À Saint-Pétersbourg aujourd'hui (le livre est écrit fin décembre 2017), les appartements sont reçus sur des listes d'attente, enregistrées avant le 1er mars 1980, soit il y a plus de 37 ans. Les fonctionnaires croient que c'est dans l'ordre des choses. L'auteur du livre a une opinion différente.

ISBN 978-5-44-901401-6

© Невзоров А.
© Издательские решения

Содержание

L'«égalité sournoise	6
Article de la Constitution No. 40	8
Je suis sans-abri	9
Конец ознакомительного фрагмента.	10

J'étais privé du droit Banditisme d'État

Alexander Nevzorov

© Alexander Nevzorov, 2017

ISBN 978-5-4490-1401-6

Created with Ridero smart publishing system

L'«égalité sournoise

Je suis allé au magasin hier
La Constitution a été trouvée
Avant le quarantième article
Très vite, je suis venu

Ici sur le droit au logement
À propos de moi, eh-my
Sans-abri – pour la vie que je porte
Fièrement votre titre

Il n'y a pas de toit ou de coin
La part de la bombe est lourde
Sans propiska, vous êtes un ami
Pire que n'importe quelle chèvre

Au travail ne prend pas
Sans un morceau de papier,
Vous ne pouvez pas devenir chômeur
Ce n'est pas nécessaire et ici

Et vous ne pouvez pas voter
Vous ne pouvez mâcher de la nourriture
Qu'est-ce qui est donné à partir de l'écran du téléviseur
Oui, boire du vin

Et les damnés tribunaux
Pas de syudy, mais tous les tudas
Et au vagabond sans-abri
Seulement pour attendre d'eux des ennuis

Constitution, hurra!
J'ai longtemps été le temps
Pour avoir un logement
Mais il y a eu un trou

Un petit défaut de ce type —
La Constitution pour ceux
Qui est le plus égal à tous
Qui est la moyenne de beaucoup

Le reste de tous – de la vis
La situation est simple
La loi est
Et derrière le droit est le vide

Sans-abri malheureux attendant un coin
Constitution – l'aiguille
Ne t'assieds pas mieux.
Attendez la fin, tout va cacher le brouillard...

Article de la Constitution No. 40

La Constitution de la Russie a l'article numéro 40. Il se lit comme suit:

1. TOUT LE MONDE A DROIT AU LOGEMENT (mis en évidence ici et plus loin par moi).

Personne ne peut être arbitrairement privé d'une maison.

2. Les organes du pouvoir d'État et les organes de l'autonomie locale encouragent la construction de logements et créent les conditions nécessaires à la mise en œuvre du droit au logement.

3. PEU, d'autres citoyens indiqués dans la loi qui ont besoin d'une maison, il est fourni gratuitement ou pour un paiement abordable de l'État, les fonds municipaux et autres logements conformément aux normes établies par la loi.

Le droit au logement m'a été privé en 2008. Depuis lors, je suis sans-abri. Je n'ai pas de permis de résidence ou de résidence. Dans la ligne de la ville pour le logement social (logement social), je suis debout le 21 mars 2014 (numéro de file d'attente 16458—2014). Et je dois toujours avoir au moins 37 ans. C'est la loi dans notre pays. Le droit est, mais il n'y a pas d'abri.

Mais à propos de tout dans l'ordre. Je vais raconter mon histoire, basée sur des faits et des documents. Je vais donner les noms et les noms des personnes qui sont à blâmer (à mon avis) dans l'arbitraire de l'État. Il est peu probable qu'ils auront honte. Mais je ne peux pas garder le silence à ce sujet. Bien sûr, les fonctionnaires sont couverts par certains articles de certaines lois et actes, prétendant servir l'État et le système, et d'autres justifications. Mais je crois qu'ils ont tous agi méchamment. Et pour leur méchanceté doit être répondu. Dans ce monde ou là-dessus. La preuve de commettre leurs vils actes est ce livre.

Je suis sans-abri

Le 19 février 2008, le juge Nenashina Marina Evgenievna m'a privé de mon permis de logement et de résidence. Le propriétaire du logement où j'ai été enregistré (je donnerai ici l'adresse exacte de son dernier enregistrement: Saint-Pétersbourg, Leninsky Prospekt, 110, bâtiment 1, 400 sq.), A poursuivi mon expulsion. J'ai été enregistré (enregistré) dans la pièce de 10 mètres de l'appartement communal. Un certain M. P. s'est opposé à ma résidence et à mon inscription. Le propriétaire est le propriétaire, veut – prescrit, veut – écrit. Mais j'ai une question pour MP Pourquoi ne s'est-il pas opposé quand je lui ai écrit? Après tout, mon inscription, et je me suis inscrit à Leninsky Prospekt le 22 février 2001 (exactement sept ans plus tôt), était légal. Et la réponse est simple. P. pour l'argent prescrit des gens dans sa chambre, puis écrit gratuitement à travers le tribunal, sans leur consentement. En 2001, j'ai payé un certain montant de dollars américains pour m'inscrire dans cette salle. M. P. a-t-il payé des taxes sur ce montant? Je suis sûr que non.

Le juge du tribunal de district de Kirov Nenashina ME Dans sa décision du 19 février 2008 (Affaire n ° 2—800 / 08), il a été décidé: de reconnaître Nevzorov Alexander Gennadievich qui n'a pas acquis le droit à une habitation – une pièce de 10, 27 mètres carrés. M. dans l'appartement communal №400 de la maison 110 bâtiment 1 sur Leninsky Prospekt à Saint-Pétersbourg, avec le retrait subséquent de l'enregistrement à l'adresse indiquée.

Et j'étais sans abri et sans permis de séjour. Je suis devenu une personne sans domicile fixe (sans-abri). En tant que sans-abri, je suis officiellement inscrit dans le "Centre de comptabilité et de services sociaux pour les citoyens de la Fédération de Russie sans domicile" du Comité pour la politique sociale de Saint-Pétersbourg. Le numéro de mon certificat de "comptabilité sociale" est 18599.

Je n'ai pas fait appel de la décision de la cour, je ne savais tout simplement pas à ce sujet. Et il n'avait aucune raison particulière de faire appel. Si la décision du tribunal de première instance entre dans le système (et qu'elle ne peut pratiquement pas s'y adapter), elle sera dupliquée par tous les autres tribunaux supérieurs. Même s'il y a des violations de la loi (lois). Les tribunaux de toutes les instances appuient leurs décisions sous l'autorité des autorités. Et cela n'a pas d'importance pour eux que les droits de l'homme et les lois soient violés. Et donc une simple (petite) personne est inutile de se plaindre et classer des costumes. Utile.

Juge Nenashina Marina Evgenievna m'a refusé le droit au logement (espace de vie), où j'ai vécu pendant 7 ans et où j'étais enregistré (au lieu de résidence). Par sa décision, elle m'a privé en même temps et propiska. Et que signifie vivre sans permis de séjour, vous savez? Commençons par le fait que le travail (travail normal sur le livre de travail) sans propiska n'est pas pris. Prenez n'importe quel morceau de papier, n'importe quel document, tout dépend de l'enregistrement. Plus tard (j'écrirai à ce sujet plus tard), on m'a refusé à Prave d'être (devenu) chômeur, se référant au manque d'enregistrement (propiska). Le juge Nenasin ME a-t-il su ce qu'elle me faisait, me privant de l'enregistrement? Bien sûr, je le savais, parce qu'elle vit ici, dans la même ville avec moi, dans un pays. Elle savait qu'une personne sans permis de séjour ne pouvait même pas obtenir une carte bancaire. En général, ce qu'une personne ne peut pas recevoir sans inscription est une grande liste. Par exemple, une personne sans domicile ne peut pas voter. Mais, à propos de tout dans l'ordre...

Et qu'en est-il de l'article de la Constitution de la Fédération de Russie n ° 40, où il est écrit que l'Etat garantit à chaque citoyen son droit au logement? Après tout, cet article, personne n'a encore annulé. Et le juge Nenasin sait-il qu'il existe en général la Constitution de la Russie? Qu'il existe un tel article (№4, partie 2) dans lequel il est écrit que la Constitution de la Fédération de Russie a la suprématie sur l'ensemble du territoire russe et qu'il existe un article 15 (partie 1) où la Constitution a force juridique et effet direct? Peut-être qu'il le sait, ou peut-être pas. Mais je sais fermement que le juge Nenasin M. Ye a commis des actes d'anarchie et de méchanceté à mon égard.

Конец ознакомительного фрагмента.

Текст предоставлен ООО «ЛитРес».

Прочитайте эту книгу целиком, [купив полную легальную версию](#) на ЛитРес.

Безопасно оплатить книгу можно банковской картой Visa, MasterCard, Maestro, со счета мобильного телефона, с платежного терминала, в салоне МТС или Связной, через PayPal, WebMoney, Яндекс.Деньги, QIWI Кошелек, бонусными картами или другим удобным Вам способом.